



La préfète de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le jeudi 10 juillet 2025

Arrêté n°PAIC-2025-0048

société SARL VMO qui exploite la carrière de roches massives de Marlens
sur la commune de VAL DE CHAISE (74210)
(siret : 314 282 849 00012)

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-49 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-010 du 07 avril 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU le courrier du 26 juin 2025 de la préfecture concernant la suppléance du secrétaire général ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017_0016 du 27 janvier 2017 autorisant la société VMO à exploiter une carrière de roches massives sur la commune de Val-de-Chaise ;

VU le Porter à Connaissance relatif aux modifications des conditions d'exploitation de la carrière de roches massives exploitée par la société VMO transmis le 16 avril 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées 20250416-RAP-ModExplCarVMO-vs en date du 18 juin 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur et transmis par courrier avec accusé de réception en date du 25 juin 2025 conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant notifiée par courriel en date du 26 juin 2025 ;



CONSIDÉRANT la demande de l'exploitant de prolonger de 3 ans son autorisation afin de permettre de finaliser son dossier de demande d'autorisation environnementale avec étude d'incidence ;

CONSIDÉRANT que :

- ne concerne pas de nouvelles rubriques ;
- ne modifie pas les périmètres d'extractions et d'autorisation ;
- n'augmente pas la quantité de réserve exploitable ;
- ne modifie pas la hauteur des fronts et ne demande pas de déroger à la hauteur de 15 mètres des fronts d'exploitation ;
- diminue de 44 % le rythme moyen d'extraction annuel, passant de 90 000 t/an à 50 000 t/an et de 33 % la production maximale, passant de 120 000t/an à 80 000t/an. Il est utile de préciser que l'étude d'impact a été réalisée sur la production maximale autorisée ;
- réduit l'impact global du trafic-poids-lourds ;
- ne modifie pas l'usage futur du site ;
- n'engendre pas de défrichement. L'ensemble du carreau d'exploitation est dépourvu de végétation. La poursuite de l'exploitation au sein du même périmètre, sur une surface entièrement minérale n'impliquera pas la destruction ou la détérioration de la végétation et de la faune ;
- n'engendre aucun impact supplémentaire pour la faune et la flore ;
- ne modifie pas les rejets ou la production de déchets ;
- ne modifie pas les émissions sonores, de vibrations, de poussières ;
- n'induit pas un risque nouveau pour la santé ;
- n'engendre pas de nouvelles nuisances ;
- prolonge la durée d'exploitation de 3 ans.

CONSIDÉRANT que cette demande de modification des conditions d'exploitations de la carrière n'induit ni une augmentation de nuisances ni de nouveaux impacts ;

CONSIDÉRANT la mis à jour du phasage présenté par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les garanties financières doivent être mises à jour par rapport au nouveau plan de phasage ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32; ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

CONSIDÉRANT de tout ce qui précède, qu'il y a lieu, en application des dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement de modifier les prescriptions applicables à l'établissement ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRETE

Article 1er :

Il est pris acte de la demande de modification des conditions d'exploitation de la société VMO transmis le 16 avril 2025 relatif à la demande de modification des conditions d'exploitations de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Val-de-Chaise.

Article 2 :

Le tableau à l'article 1.2 « Nature des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées autorisées par le présent arrêté » de l'arrêté préfectoral n°2017-0016 du 27 janvier 2017 est remplacé par le tableau suivant :

Nature de l'activité	Rubrique	Volume d'activité	Classement
Carrières (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510-1	<u>Gisement :</u> Tonnage restant 700 000 tonnes Prod moy : 50 000 tonnes/an Prod max : 80 000 tonnes/an <u>Remblaiement :</u> Volume total 450 100 m ³ Rythme max : 72 000 tonnes/an	A

Le volume de remblaiement est adapté afin d'optimiser la rotation en double fret.

Article 3 :

Le premier alinéa de l'article 1.3 « Durée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n°2017-0016 du 27 janvier 2017 est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'autorisation est accordée jusqu'au 26 janvier 2029. La remise en état finale du site est achevée à la date d'expiration de l'autorisation.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire. »

Article 4 :

Les prescriptions de l'article 2.7 : « Montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral d'autorisation préfectoral n°2017-0016 du 27 janvier 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour prendre en compte la prolongation de 3 ans et le nouveau plan de phasage de la carrière, le montant des garanties financières est calculé pour assurer la remise en état global du site avec un pas maximal de cinq ans.

Le montant de références des garanties financières (CR) permettant d'assurer la remise en état maximal de la carrière au cours de la période 2025-2029 est :

Période	Montant des garanties financières période par période
2021 - 2026	235 466 euros TTC
2026 - 2029	52 258 euros TTC Montant qui se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par le préfet.

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du code de l'environnement.

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe II et en annexe V présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

À compter du 1er renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est réalisé en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié au montant de référence pour la période considérée.

Les montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :
Index en novembre 2024 :

- TP01 : 130,2 ;
- TVA : 20 %.

Les garanties financières sont calculées conformément aux plans des garanties financières où sont précisées les surfaces à exploiter et les surfaces remises en état.

Article 5 :

Les annexes II et V de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-0016 du 27 janvier 2017 sont complétées par les annexes du présent arrêté.

Article 6 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.
Le présent arrêté est notifié à la société SARL VMO.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus par l'article R 181-50 du code de l'environnement :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article R 181-50 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 7 :

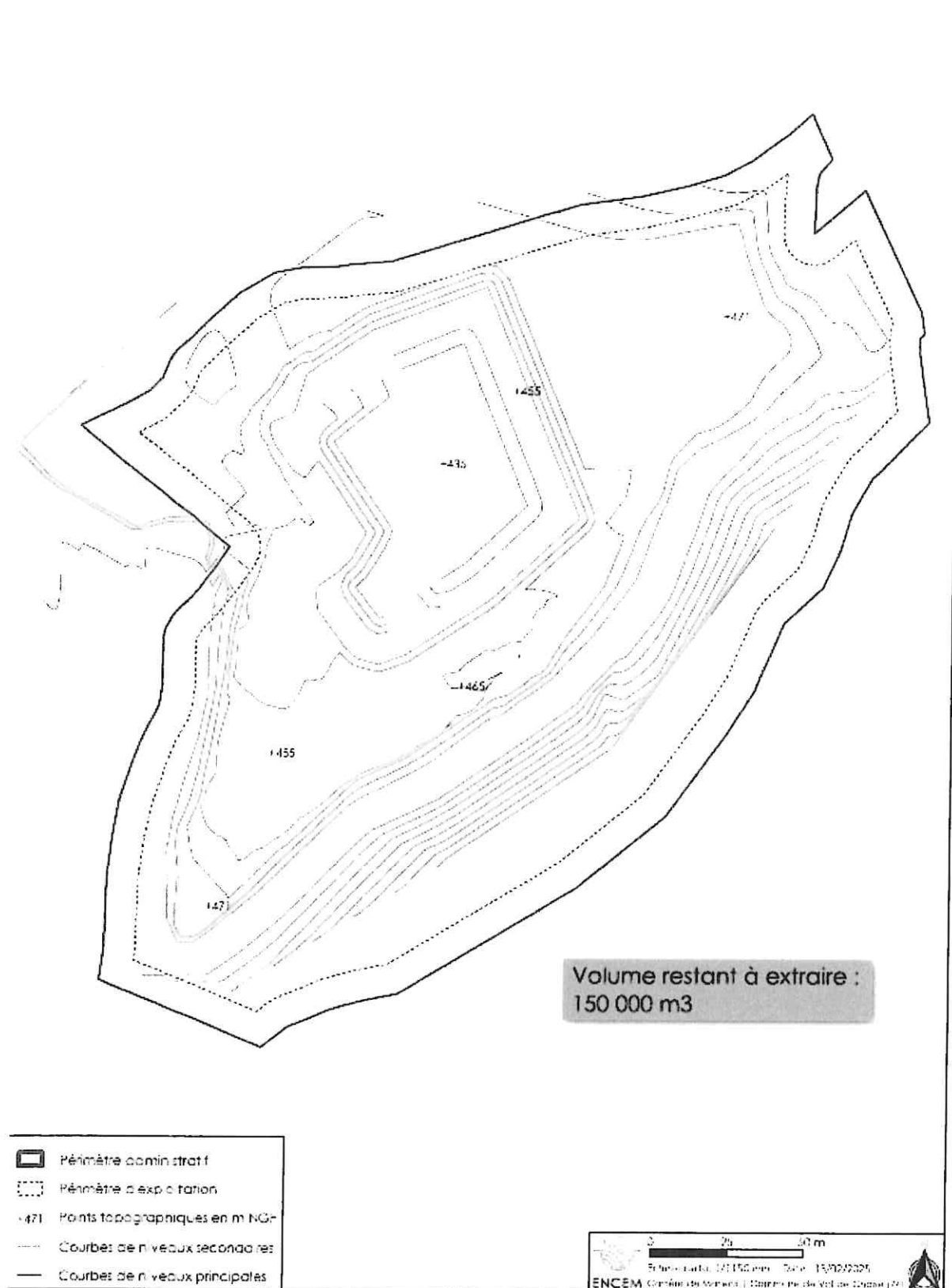
Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture et dont une copie sera adressée à monsieur le maire de la commune de Val de Chaise.

Pour la préfète,
Le Sous-Préfet de Bonneville,
chargé de la suppléance du Secrétaire Général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Donnot', with a long horizontal stroke extending to the right.

Stéphane DONNOT

ANNEXE 1
PLAN DE PHASAGE - EXTRACTION
2026 - 2029



ANNEXE 2
PLAN DES GARANTIES FINANCIERES
2026-2029

